



Démographie

Évolution de l'infécondité en Asie de l'Est Quatre femmes sur dix n'ont pas d'enfant à 35 ans

Dans *Population & Sociétés* n° 595 de décembre 2021, Tomáš Sobotka retrace la baisse de la fécondité dans les pays d'Asie de l'Est au cours des trois dernières décennies et explique les raisons d'une nette et rapide augmentation de l'infécondité ⁽¹⁾.

Entre 1985 et 2000, la fécondité ⁽²⁾ est descendue au-dessous de 1,5 enfant par femme, en Asie de l'Est. Actuellement, l'indice synthétique de fécondité (ISF) est inférieur à un enfant par femme en Corée du Sud, à Hong Kong et à Taiwan. La Corée du Sud (0,84 enfant en 2020) et Hong Kong (0,87) affichent les niveaux les plus bas du monde. Le Japon est le seul pays de la région à garder une fécondité plutôt élevée, avec 1,36 enfant en 2020.

Contrairement à d'autres pays industrialisés où le recul du mariage est concomitant à une hausse de la cohabitation et des naissances hors mariage, le mariage et les naissances demeurent étroitement liés en Asie de l'Est. Les naissances hors mariage sont rares dans cette région ; elles ne représentent que 2 % à 4 % de l'ensemble des naissances en Corée du Sud, au Japon, à Taïwan et à Singapour. À titre de comparaison, aujourd'hui, en France, plus de 60 % des naissances ont lieu hors mariage.

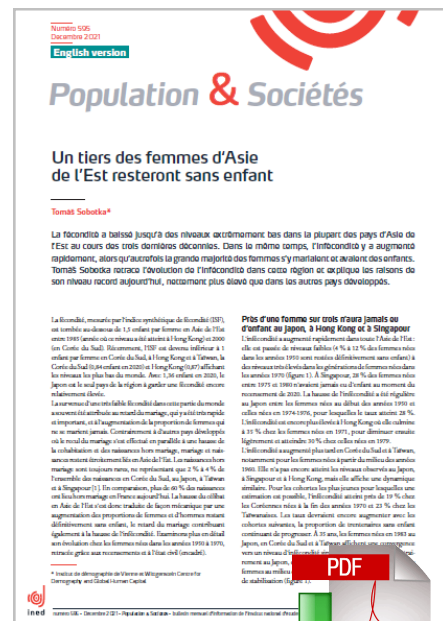
En s'appuyant sur les recensements et l'état civil, Tomáš Sobotka montre que l'infécondité connaît une forte augmentation à partir des années 1970 en Asie de l'Est : à Hong Kong, par exemple, elle concerne 35 % des femmes nées en 1971.

Pour les femmes nées en 1972, le niveau d'infécondité en Asie de l'Est a augmenté nettement plus que dans les autres pays industrialisés : Hong Kong, Singapour et le Japon ont les taux les plus élevés au monde, loin devant les pays d'Europe de l'Ouest et du Sud où la fécondité est élevée comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie.

L'Asie de l'Est présente la plus forte hausse d'infécondité chez les femmes nées entre 1960 et 1972 : « de 7 à 11 points de pourcentage au Japon, à Taïwan, à Singapour et en Corée du Sud, et de 14 points à Hong Kong ». Seuls deux pays d'Europe du Sud, l'Espagne et l'Italie, enregistrent des augmentations similaires, respectivement de neuf et sept points.

La hausse du célibat en Asie de l'Est s'est accompagnée d'une augmentation de la proportion de femmes et d'hommes « restant définitivement sans enfant, le retard du mariage contribuant également à la hausse de l'infécondité ». Aussi l'infécondité en Asie de l'Est est-elle corrélée à la hausse du célibat définitif.

Les niveaux élevés d'infécondité, en particulier à Hong Kong, au Japon et à Singapour, induisent une descendance finale très faible pour les femmes d'Asie de l'Est nées à la fin des années



(1) – « Un tiers des femmes de l'Asie de l'Est resteront sans enfant » (4 pages).
(2) – La fécondité est mesurée par l'indice synthétique de fécondité (ISF).

1970 : de 1,4 à 1,5 enfant par femme (et encore plus faible à Hong Kong où elle est inférieure à 1,3 enfant).

Dans les pays d'Asie de l'Est, quatre femmes sur dix n'ont pas d'enfant à 35 ans. En outre, « *la Chine suit une trajectoire similaire de report du mariage et de la parentalité, d'augmentation du célibat et d'absence définitive d'enfant* ».

Plusieurs facteurs expliquent cette hausse importante de l'infécondité en Asie de l'Est : les études supérieures que les femmes poursuivent ont entraîné un mariage et une parentalité plus tardifs ; l'incertitude économique a augmenté dans toute la région, avec des logements inabordables et une augmentation des emplois précaires ; les normes sociales continuent de faire pression sur les femmes « *en par-*

ticulier les mères, dont on attend qu'elles assurent les travaux ménagers, l'éducation des enfants et les soins aux parents et beaux-parents âgés ».

Selon Tomáš Sobotka, les tendances futures en matière d'infécondité dépendront de la manière dont les sociétés d'Asie de l'Est aborderont la « révolution de genre » et envisageront de nouveaux modèles familiaux. Les facteurs clés sont, entre autres, une plus grande égalité entre les sexes, une attention plus importante aux enfants et à la famille, des conditions économiques plus favorables aux jeunes adultes et « *une réforme du marché du travail afin que les femmes n'aient plus à choisir entre leur carrière et leur famille* ».



À vos agendas

Ateliers citoyens le jeudi 30 juin à Laval La santé mentale des jeunes

Le jeudi 30 juin, de 9 h 30 à 16 h 30, au grand amphithéâtre du centre Jean-Monnet, 12 quai de Bootz, à Laval, en collaboration avec la formation « Personnes handicapées » du Conseil départemental de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA) de la Mayenne, le Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPPH) organise dans le département la deuxième édition de ses ateliers citoyens sur le thème de la santé mentale des jeunes.

« *Le contexte de la crise sanitaire a remis au premier plan ce sujet de préoccupation majeure. L'impact de la pandémie s'est particulièrement fait sentir sur la santé mentale des jeunes, d'autant plus quand ils sont en situation de handicap. Pour autant, les troubles de la santé mentale (dépression, schizophrénie, trouble bipolaire, etc.) restent encore un tabou. Comment prévenir la dégradation de la santé mentale des jeunes ? Quelles mesures prendre et de manière urgente pour faire face à leur détresse et pour les soutenir dans leur parcours de vie ? Quels leviers mobiliser pour promouvoir la santé mentale des jeunes et mieux sensibiliser la société sur cette question ?* »



L'objectif de ces ateliers est d'identifier collectivement les difficultés rencontrées en matière de santé mentale des jeunes, les services existants, les réponses d'accompagnement apportées, et d'imaginer des pistes d'améliorations concrètes.

Il s'agit plus précisément de proposer des solutions pour répondre à des enjeux propres au territoire concerné et d'inspirer de nouvelles formes de prévention et de promotion en santé mentale pour les jeunes.

Au-delà des constats partagés, l'ambition est d'imaginer des solutions concrètes qui seront ensuite présentées lors des 3^e Universités d'été du CNCPPH en d'août 2022.

À cet effet, ces ateliers réuniront un panel de cinquante personnes, « *dont l'expertise, l'expérience ou l'engagement sont précieux pour éclairer la réflexion sur le sujet* ».

Inscriptions : <https://forms.gle/hwyFmmnnF6sW8NUz5>.

La pensée hebdomadaire

« *J'observe que dans l'enquête "Fractures françaises" de septembre 2020, menée après le premier confinement, la part des Français qui considèrent que "les immigrés en général ne font pas d'efforts pour s'intégrer" a reculé pour la première fois depuis 2013, passant de 60 % à 50 %. Une partie du public s'est rendu compte que les immigrés occupaient des emplois "essentiels" pour la continuité de la vie économique et sociale. Cela reste élevé, bien sûr, mais les résultats varient de 40 % pour les électeurs de gauche à 95 % pour les électeurs d'extrême droite. Les jugements sur la place des immigrés dans la société sont des jugements politiques.* »

François Héran, sociologue et démographe, « Les chiffres absolus maniés dans le débat public n'ont aucun sens », *Le Monde* du 21 janvier 2022.